

Extract of Citoyens Unis pour Châtenay-Malabry

<http://cucm.lautre.net/nos-elus/tribunes/2004/article/decembre-2004-concertation>

Décembre 2004 : Concertation participation des habitants : alibis ou enjeux de la démocratie ?

- Nos élus
- Tribunes CUCM 2001 à 2008
- 2004
-
Publication date: dimanche 12 décembre 2004

Copyright © Citoyens Unis pour Châtenay-Malabry - Tous droits réservés

CONCERTATION, PARTICIPATION DES HABITANTS : ALIBIS OU ENJEUX DE LA DEMOCRATIE ?

Ces derniers temps, dans notre ville et dans notre département, on entend parler de concertation, de démocratie participative... Pouvons-nous nous en réjouir ? Pas sûr...

Pour intégrer pleinement le citoyen dans la prise de décision, il faut, avant tout, lui fournir une information claire, complète et impartiale.

Qu'en est-il à Châtenay-Malabry, où il s'agit modestement de « concertation » à propos de l'aménagement du centre ancien. Il est demandé aux Châtenaysiens de se prononcer sur la révision du Plan d'Occupation des Sols. Pas de projet clair et cohérent mais de vagues intentions : « valoriser et conserver le caractère village ». Mais ce qui se dissimule derrière, c'est surtout la volonté d'offrir la possibilité de constructions d'immeubles de plusieurs étages autour de l'église, en particulier sur l'emplacement de la clinique des Vallées. Cette densification probable du quartier n'est pas mentionnée dans le bilan de la « concertation » engagée par la Municipalité qui conclut simplement « les 1^{res} réactions enregistrées vont tout à fait dans le sens du projet ». A voir maintenant comment seront traitées les réactions des habitants qui se sont prononcés lors de l'enquête publique en apportant des arguments et des propositions réfléchis, constructifs et soucieux de l'avenir de notre ville.

Au niveau départemental, on passe à la « grande concertation », et à la « démocratie participative » avec le nouveau show de Nicolas Sarkozy et son questionnaire envoyé à 618 000 foyers. Il est demandé aux citoyens, de façon très abrupte, par des questions fermées, orientées, parfois complexes de choisir les priorités du Conseil général, sous prétexte qu'on « ne peut pas tout faire ». Voilà une façon de justifier une politique libérale, de se désengager de certains domaines (social, transport...) et en faire porter la responsabilité aux citoyens qui auront été « consultés ».

La démocratie participative ne se décrète pas, n'est pas simple à mettre en pratique, nécessite une véritable pédagogie pour favoriser réellement l'intérêt et l'engagement des citoyens. Cette notion peut être détournée et vidée de son sens pour justifier des politiques et décourager les habitants.

Depuis sa création, l'association « Citoyens unis pour Châtenay-Malabry » mène une réflexion approfondie sur la démocratie participative, comme un enrichissement de la démocratie représentative. Si vous voulez y apporter votre contribution, rejoignez-nous !

Geneviève Colomer, Jean-Marc Charasz, Murielle Hardy